

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°25 de la semaine du 16 au 22 juin 2017

(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BAHAMAS

Elu en mai, le nouveau gouvernement empruntera 722 M USD pour couvrir le déficit budgétaire de l'année précédente (400 M USD en financement d'urgence) et ses engagements de dépenses pour l'exercice fiscal à venir. Le déficit pour l'année fiscale 2016/2017 (juillet-juin) est estimé à 500 M USD (projection initiale de la précédente administration à 100 M USD). Il s'explique en partie par la hausse des dépenses en réponse à l'ouragan Matthew et par les 320 M USD d'arriérés hérités de l'ancienne administration. Le gouvernement prévoit un déficit de 323 M USD (-3,5% du PIB) pour 2017/2018 et estime que la dette publique atteindra 72,7% du PIB. La dégradation en dessous du grade d'investissement par S&P (BB+) datant de fin 2016 pourrait compliquer l'accès au financement.

COLOMBIE

Réduction du déficit commercial sur les 4 premiers mois 2017. S'élevant à 3,3 Md USD le déficit commercial diminue de -27,6% par rapport à la même période en 2016. Il s'est toutefois accru en avril, de 1,1 Md USD (+13,2 % en glissement annuel), du fait d'une faible croissance des exportations (+6,8%), par rapport aux importations (+9%). Selon le ministère du Commerce, le développement des importations de machines et matières premières, ainsi que des exportations hors secteurs mines et énergie, reflète la transformation de l'outil productif en Colombie.

Projections de croissance revues à la baisse par le gouvernement. Les perspectives de croissance ont été ramenées à +2,3% pour 2017 (+2,5% prévu initialement) et à +3,5% pour 2018. De son côté, la Banque centrale (BCR) maintient des prévisions de croissance plus pessimistes, de +1,8% en 2017 et de +2,5% à +3% en 2018. Par ailleurs, l'inflation devrait s'élever à 4,1% en 2017, proche de l'objectif de la BCR (2 à 4%) qui serait atteint en 2018 (prévisions d'inflation de 3%).

CUBA

Donald Trump a annoncé ses mesures de révision de la politique d'ouverture initiée par Barack Obama. Cette nouvelle politique, qui consiste en un recentrage sur les bases historiques de l'embargo (notamment interdiction formelle de négocier avec les forces armées et de participer à des activités de tourisme à Cuba), ne remet pas en cause les éléments essentiels du rapprochement, et ne devrait avoir que peu d'effets sur la situation économique de l'île. En revanche, la perception des acteurs économiques étrangers de l'environnement des affaires risque de se dégrader et cette révision pourrait influencer négativement sur la propension des entreprises à investir ou à commercer avec Cuba.

Cuba devrait dépenser 1,5 Md USD supplémentaires pour compenser les livraisons pétrolières du Venezuela. Face à la crise politique et économique au Venezuela, qui affecte déjà l'économie cubaine, des craintes surgissent quant à l'impact que pourrait avoir la suspension de l'accord bilatéral par lequel le Venezuela fournit à prix subventionné du pétrole à Cuba. Selon l'expert Jorge Piñon, la fin de ces livraisons supposerait un coût supplémentaire de 1,5 Md USD et pèserait fortement sur les finances de l'île. Cuba consommerait 130 000 barils de pétrole par jour mais n'en produit que 50 000, qui ne peuvent être destinés qu'à la génération électrique ou à la production de dérivés du fait de leur caractéristique technique

GUYANA

Licence de production pour la phase 1 du projet Liza délivrée. Le plan de développement de la phase 1 Liza comprend l'achèvement d'un navire de production, de stockage et de déchargement conçu pour produire jusqu'à 120 000 barils par jour. L'approbation de la licence de production par le ministère des Ressources naturelles et du permis environnemental délivré par l'Agence de protection de l'environnement du Guyana, devrait donner lieu à la décision finale d'investissement. Selon des représentants de l'entreprise, l'investissement dépasse les 5 Md USD (soit 145% du PIB 2016) et donnera lieu à l'extraction dès 2020. L'entreprise a par ailleurs annoncé des résultats positifs de l'exploration du puits Liza-4 qui porterait les réserves avérées de brut léger à 2,5 Md de barils.

HAÏTI

La mise en place d'un programme de référence a été annoncée pour la période juin-décembre 2017. Dans le cadre du programme, la politique budgétaire visera à mobiliser des recettes domestiques, afin de financer l'augmentation de l'investissement public (besoins de reconstruction suite à l'ouragan Matthew et investissements dans la santé, l'éducation et les services sociaux). Le programme reconnaît qu'il faudra mettre fin aux pertes de la compagnie publique Electricité d'Haïti responsables, ces dernières années, de près de la moitié du déficit du secteur public. La Banque centrale limitera le financement monétaire du déficit et visera une faible inflation tout en maintenant un flux de crédit adéquat vers le secteur privé. Enfin, les réformes structurelles porteront sur la réforme fiscale et l'amélioration de la transparence des comptes

publics. En outre, le FMI continuera à fournir une assistance technique au renforcement des capacités d'Haïti et à son programme de réforme. Ce programme sera utile pour une future demande d'accord de facilité élargie de crédit.

Sunrise Airways ajoute un Airbus A320 à sa flotte. Dans le cadre d'un accord avec Dominican Wings, la compagnie aérienne haïtienne opère désormais cet appareil de 150 places entre Port-au-Prince et 3 destinations cubaines (La Havane, Camaguey et Santiago de Cuba). Jusqu'à présent, la flotte de Sunrise Airways était composée d'un ATR42-320 de 46 places et d'appareils Jetstream 32EP (British Aerospace) de 19 places.

JAMAÏQUE

Le FMI conclut une visite pour discuter des progrès du programme économique. La mise en place du programme se poursuit mais les inondations récentes pourraient avoir un impact négatif sur la croissance en 2017/2018. Le taux de chômage a diminué mais reste élevé. L'inflation est faible et les réserves sont supérieures à l'objectif du programme, soutenues par un faible déficit courant. En 2016-2017, l'excédent primaire du gouvernement central a dépassé +7% du PIB pour la 4^{ème} année consécutive. Le budget 2017/2018 vise un excédent de +7% du PIB avec une allocation budgétaire augmentée pour les dépenses sociales et favorable à la croissance.

PANAMA

Le consortium GUPC réclame 5,685 Md USD pour les travaux d'élargissement du Canal. L'Autorité du Canal de Panama (ACP) a déjà payé 376,6 M USD des réclamations. Le projet global d'élargissement a commencé en 2007 avec un coût de 5,250 Md USD. Le GUPC était en charge du principal projet d'expansion qui a été signé pour 3,118 Md USD. Le GUPC est le seul groupe avec lequel l'ACP a des impayés, mais les réclamations de GUPC ne devraient pas être résolues avant 2021-2022 et sont pour la plupart placées en arbitrage auprès du Conseil de résolutions de conflits.

Visa du superviseur pour la vente de Balboa Bank au groupe financier BCT du Costa Rica. Après une prise de contrôle et une restructuration, la Superintendance des banques de Panama (SBP) a approuvé l'achat de la banque estimant que BCT réunit les conditions pour acquérir 100% des actions Balboa Bank. Il reste des étapes : obtenir le consentement de 5% des déposants pour réduire le montant de leurs dépôts (environ 16%) et les approbations réglementaires au Panama et au Costa Rica, ainsi que lancer les mesures pour assurer le changement de contrôle de l'actionnariat et des structures fiduciaires. La Banque pourra alors être retirée de la liste OFAC.

Au 1^{er} trimestre, les bénéfices des banques à opérations locales ont augmenté de +18,4% en g.a., selon la SBP. Le rebond des bénéfices des banques s'explique par l'augmentation des intérêts nets de +6,4%, d'une hausse de +4,4% des revenus d'exploitation et de +2% des autres revenus. Les actifs du centre bancaire ont atteint 120,14 Md USD soit +2,1% par rapport à la même période en 2016. Le portefeuille de crédit du système bancaire national, le principal actif des banques, a augmenté de +4,2%. Cependant, les dépôts n'ont augmenté que de +1,9% ce qui intensifie la pression sur la liquidité. Les créances douteuses ont atteint 4,1%, mais la SBP rappelle que les provisions et garanties dépassent 100% de ces prêts.

PEROU

En avril, la croissance a augmenté de +0,17% en g.a. soit la plus faible expansion en 8 ans, expliquée par des baisses dans la construction (-8%), l'industrie et l'agriculture. Le ministère de l'Economie, affirmant que le pire est passé, anticipe une croissance de +2% au 2nd trimestre. Le gouvernement prévoit une croissance de +3% pour 2017.

Lancement d'appels d'offres des projets d'infrastructure pour les Jeux Panaméricains Lima 2019. Selon le président du Comité d'organisation, les préparatifs de cet événement international représenteront un investissement total supérieur à 1,5 Md USD (60% pour des infrastructures routières et 40% pour la construction de bâtiments ou équipements sportifs). Le lancement des consultations des huit principaux projets d'infrastructure (préparés avec l'aide du Royaume-Uni, dans le cadre d'une coopération gouvernementale) va débiter dès la semaine prochaine. Pour le projet de Ville Sportive (1 200 appartements), les consultations seront initiées dès le 26 juin pour un démarrage des travaux début septembre.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Augmentation des recettes fiscales de 11,2% entre janvier et mai pour s'établir à 169 286,92 M DOP (3,2 Md EUR), selon la Direction générale des impôts internes (DGII). Ce montant est légèrement supérieur (+1,2%) à l'objectif fixé de 167 210,02 M DOP. Les impôts indirects ont représenté 51,3% de la collecte.

Au 1^{er} trimestre les exportations ont augmenté de +5% en g.a. Selon l'Association dominicaine des exportateurs, les exportations pourraient dépasser cette année, pour la première fois, le seuil des 10 Md USD (contre 9,7 Md USD en 2017). Plus de la moitié des expéditions (54%) sont destinées aux Etats-Unis.

VENEZUELA

Selon Bloomberg, le gouvernement réalise le premier paiement de 40 M USD d'un règlement de 1 Md USD l'entreprise minière canadienne Gold Reserve, en application d'une décision d'arbitrage suite à une expropriation.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional